

Le banquet du 21 septembre

CE QUE L'ON VA CELEBRER EN CET ANNIVERSAIRE

Donc, les conservateurs vont célébrer, par un grand banquet, leur victoire du 21 septembre, 1911.

Nous ne savons encore si les nationalistes et leur chef assisteront à ce banquet; mais il y a lieu de croire qu'on devra s'y contenter des conservateurs tout courts. Il est toutefois probable que les deux factions du parti conservateur, celle qui, avec M. Monk, s'était mise sous l'égide nationale, l'année dernière, et celle qui voulait rester sans compromission, le groupe de ceux que M. Bourassa appelait "Les Revenants", vont s'y donner une accolade aussi bruyante qu'hypocrite, échanger des compliments aussi outrés que peu sincères.

Et l'on peut être dès maintenant curieux de savoir ce que les orateurs à ce banquet vont bien pouvoir dire. Car il est clair qu'ils tâcheront de dire quelque chose, de faire la rose devant le public et de se vanter, de vanter leurs chefs d'avoir fait, depuis un an, des choses extraordinaires.

Mais lesquelles?

Si nous nous en rapportons aux efforts que font leurs organes pour trouver des prétextes à louer le ministère, nous pourrions prévoir qu'ils vont féliciter le gouvernement Borden de la prospérité du pays, sous le tarif Fielding, de l'augmentation des recettes du trésor fédéral, grâce à la politique fiscale, établie par le gouvernement Laurier; de la continuation de l'affluence des immigrants suivant le courant établi par la politique de MM. Sifton et Oliver; du prochain achèvement du Transcontinental, l'œuvre particulière de Sir Wilfrid Laurier.

Car, qu'ont-ils fait à Ottawa, sinon continuer la politique libérale et en recueillir les fruits?

Qu'ont donc fait, en particulier, nos trois rivaux, MM. Monk, Pelletier et Nantel?

M. Monk s'est-il jamais réveillé pour autre chose que pour destituer, et exercer le patronage du parti? Se vantera-t-il des travaux du port de Montréal, travaux exécutés par une commission indépendante qu'il n'a pas réussi à faire destituer?

Aura-t-on le toupet de féliciter M. Pelletier d'AVOIR PROMIS de faire exécuter IMMEDIATEMENT les travaux du port de Québec, qui ne sont pas encore commencés et ne le seront probablement pas pendant son passage éphémère au ministère?

Et ce bon gros M. Nantel, qu'est-ce qu'on pourra bien trouver pour lui adresser des félicitations? D'avoir consciencieusement aidé ses collègues à ne rien faire?

Bien entendu, personne ne parlera de la marine, ni des écoles catholiques de l'Ouest. Voilà deux sujets, pourtant les seuls discutés dans notre province pendant la campagne électorale, qui seront rigoureusement exclus des discours du banquet.

Il n'y a vraiment qu'un sujet que l'on y pourra traiter avec ampleur, et sans restriction mentale: l'épuration du service civil; c'est-à-dire: le remplacement des employés civils libéraux canadiens-français, par des conservateurs, le plus souvent d'autre nationalité.

Cette œuvre confiée à une commission composée d'un exilé de Terre-Neuve, pour cause, d'un des plus gros actionnaires du "Devoir", et d'un ex-député de la Saskatchewan répudié par ses électeurs, a été exécutée de la façon que l'on sait, et elle n'a pu tout à fait compléter son œuvre, écrasée, qu'elle était, sous le poids de l'indifférence et du mépris.

Voilà, pour le public qui n'est pas à la crèche — suivant l'élégante expression qu'affectionnait autrefois M. Bourassa — le bilan du ministère Borden et le résultat net de la victoire dont on va célébrer l'anniversaire.

N'est-ce pas qu'il sera intéressant d'entendre les orateurs du banquet développer ces thèmes en les ornant de fleurs de rhétorique et de coups d'encensoir?

La révision des listes

Pour l'information de nos lecteurs, dont quelques-uns nous ont questionnés à ce sujet, nous tenons à dire que la révision des listes électorales, qui a lieu du 15 au 30 septembre, ne se fait que pour les comités de campagne et non pour les divisions de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke.

L'inspection des banques

A PROPOS DU PROJET DE REVISION DE LA LOI DES BANQUES

On nous promet, pour la prochaine session fédérale, une révision de la loi des banques, révision qui aurait dû être faite il y a deux ans, mais qui a été retardée par des discussions d'un ordre politique plus pressant.

L'une des réformes annoncées consistera, disent les journaux ministériels, en l'obligation pour les banques de faire inspecter leur comptabilité par des comptables indépendants de leur administration.

Le public demande en effet depuis longtemps, pour la protection des déposants et des actionnaires, une inspection, un contrôle plus efficace que ceux que l'on peut attendre de fonctionnaires réguliers de l'institution, toujours plus ou moins sous l'influence du bureau de direction ou du gérant général.

Les plus récentes faillites de banques auraient pu être évitées, probablement, si les inspecteurs de ces banques eussent été assez indépendants pour en contrôler minutieusement les opérations et faire un rapport impartial de ce qu'ils y auraient trouvé.

Il y avait à choisir entre l'inspection par des fonctionnaires du gouvernement et l'inspection par des comptables pris en dehors du personnel de la banque. Les banques ne voulaient pas entendre parler du premier mode d'inspection, qui les aurait mises à la discrétion du gouvernement, ce dont on aurait pu abuser pour des motifs politiques. Le gouvernement ne tenait pas non plus à se charger d'une responsabilité que le public lui eût certainement attribuée en cas de faillite de banques inspectées par lui.

Les banques, en général, auraient préféré conserver le mode actuel, donnant pour raison qu'elles ne peuvent mettre un étranger au courant des affaires personnelles de leurs clients. Quelques banquiers, cependant, se sont carrément prononcés en faveur de l'inspection par des comptables indépendants. Et le gouvernement paraît s'être rallié à ce dernier projet.

Le système peut être bon, à condition, toutefois, que les comptables du dehors soient compétents et qu'ils soient réellement indépendants de la direction de la banque.

Il existe une corporation assez exclusive de comptables, qui s'intitulent "chartered accountants", où l'on ne peut être admis, sans donner des preuves sérieuses de compétence. Restreindre aux membres de cette corporation le choix des banques serait certainement une garantie de ce côté; quoiqu'il puisse y avoir des comptables très compétents qui n'y appartiennent pas. L'injustice dont ces derniers pourraient se plaindre pourrait être justifiée par l'intérêt public.

Mais qu'une banque adopte comme inspecteur à titre permanent un de ces comptables ou une société de comptables "chartered" et nous voilà retombés dans le défaut que l'on voudrait corriger. Ce comptable deviendrait en quelque sorte virtuellement un employé de la banque.

Pour éviter cet inconvénient, il y aurait lieu, croyons-nous, de stipuler:

1. Que l'inspecteur, comptable "chartered", serait nommé par les actionnaires, directement, à leur assemblée annuelle.

2. Que le même inspecteur ne pourrait être nommé pour deux années consécutives.

Ce n'est, certes, pas encore la sécurité parfaite, absolue, pour les actionnaires et les déposants, puisque cette sécurité dépendrait encore de l'honnêteté des officiers administrateurs de la banque. Mais ce serait tout de même une atténuation sensible du risque.

La garantie des dépôts par l'Etat, que plusieurs démagogues ont pitoyablement, n'est qu'une utopie. L'Etat ne pourrait assumer cette garantie sans surveiller minutieusement les opérations des banques; et alors, il faudrait autant — mieux même — qu'il se fit lui-même banquier. C'est du socialisme très avancé.

BILLET DU MATIN

L'oiseau vert

C'était un grand oiseau vert au plumage prétextueux. A l'œil noir et défilant, au bec crochu et jauni, aux pattes nerveuses, coulé en vrille autour de son perchoir.

Et cet oiseau, dans la maison neuve où sa voix faisait résonner les murs, était devenu une sorte de petit dieu, auquel dévotement les fidèles du lieu apportaient leur vénération.

Tout le long du jour, on allait voir Polly, on lui faisait mille révérences, on admirait son œil et son plumage. Superbe, haut dressé sur son perchoir, le cou tendu en une fière menace, Polly recevait les hommages presque sans les daigner voir; et parfois il roula, dans la conque de corne de son bec, de sonores et mystérieux bruits.

— C'est un oiseau savant, surnaturel! disait-on à ceux qui n'étaient pas les initiés.

Et chacun admirait cette merveille. Si l'oiseau était fier, il avait aussi l'occasion mille gentilles.

Ainsi quand M. Monque le venait voir, gracieusement il se perchait sur son épaule, il froissait son bec à la joue du ministre, montrant sa langue brune et sèche comme une datte, il s'essayait à roucouler comme une colombe; il n'est pas de mignardises qu'il ne faisait pour témoigner sa joie.

Puis c'était M. Pelletier, et alors l'oiseau battait des ailes, sa gorge se gonflait sous son plumage, son œil noir pétillait, ses pattes s'agitaient avec frénésie, et il poussait des petits cris de plaisir.

Il n'est pas jusqu'à M. Nantel qui n'amusât l'oiseau; celui-ci le regardait d'un œil drôle, et on eût dit parfois qu'il cachait sous son bec des éclats de rire, tout prêts à jaillir.

Quel charmant perroquet c'était que l'oiseau vert.

Hélas! Polly avait un défaut; et qui n'en a pas? On lui connaissait une humeur très capricieuse; il en avait souvent dans des fureurs terribles. Il était quelquefois si mécontent qu'il ne pouvait voir passer, sans que son œil s'allume et sans que son petit corps soit secoué sous toutes ses plumes. Alors il devenait épileptique; il lançait des éclats et son bec faisait rouler comme un tambour des "Cr..."

Hélas! depuis quelques jours, on est fort inquiet sur le sort de l'oiseau vert. Dans une de ses crises de fureur, la pauvre bête vient de se couper un morceau de langue.

Si l'oiseau vert allait mourir, de ne plus pouvoir parler!

GRAINDORGE.

LA CRISE DU REMEDE

L'Association médicale britannique a commencé voici trois ans une campagne qui la mènera loin. Elle publia alors un volume qui fit grand bruit, intitulé: "Remèdes secrets, ce qu'ils contiennent et ce qu'ils contiennent". Un nouveau volume vient de paraître; il contient, comme le premier, une série d'analyses faites par des experts sur des échantillons de remèdes vendus publiquement et annoncés à grand fracas de publicité.

Les résultats, assurément, sont comiques et navrants. L'opinion publique s'est émue d'apprendre que l'Angleterre, tous les ans, dépense cinq cent millions de francs environ en remèdes à tous les maux, dont les plus innocents sont ceux qui se rapprochent le plus de l'eau claire. Une commission parlementaire a été instituée pour porter remède aux remèdes, mais le mal paraît avoir bien profondément pénétré dans l'âme humaine, car ce mal est l'espérance.

Comment en douter quand on se met en présence des faits révélés par l'enquête? N'a-t-on pas vu des malades presque dans la misère employer leurs dernières ressources à continuer une cure sans effet, parce que le charlatan avait réussi à leur persuader que l'interrompre serait mortel? Ne cite-t-on pas un sage paysan qui employait à la fois trois breuvages, tous trois souverains remèdes à son mal, pensant que si l'un d'eux manquait de vertu, l'autre réussirait, et que, s'ils étaient tous trois mauvais, leurs méchants effets s'atténueraient par la lutte? La loi qui soulève les montagnes peut bien vider les bouteilles les plus amères.

Et les analyses fournies par l'Association médicale britannique prouvent que les modernes charlatans sont sages et ne tombent pas dans les erreurs de leurs prédécesseurs qui affectionnaient la médecine répugnante. C'est l'eau claire, nous dit-on, au point de vue thérapeutique, qui fait le fond des plus vantées de ces préparations. Si elles ne font pas de bien, elles ne peuvent donc faire de mal. Et l'eau claire est une chose précieuse, puisqu'on nous la vend très cher, même sans étiquette.

Il est amusant assurément d'apprendre, à l'analyse, qu'une bouteille de médecine, dont les ingrédients sont estimés par les experts à un sou, est vendue deux francs et plus, mais pour combien compte-on l'ingéniosité de l'invention qui fait ainsi de l'or avec rien. La pharmacopée secrète, c'est la pierre philosophale et la plus grande découverte de notre temps.

Pourquoi déchirer les voiles, analyser les remèdes et chercher ce qu'il y a sous les étiquettes? Peut-on définir le remède, plus que l'amour et le bonheur? Il faut y croire. Si on le définit, "ce qui guérit", les trois quarts des malades auront le droit d'interdire des procès non seulement aux charlatans mais encore aux médecins. C'est ce qui rendra vains les travaux de l'Association médicale britannique. Tout au plus pourra-t-elle montrer que les remèdes les plus

Loyalisme et liberté commerciale

L'OUEST ET LE TARIF.

Les journaux conservateurs ont beaucoup reproché, comme un manque de tact, à M. Armstrong, maire de la ville d'Edmonton, d'avoir parlé dans son adresse à S. A. R. le Gouverneur Général, du besoin urgent qu'ont les populations des provinces de l'Ouest, d'un élargissement des marchés où ils pourraient écouler leurs produits.

M. Armstrong, qui, en politique, est un conservateur, a cru devoir profiter de l'occasion qui lui était offerte de s'adresser au représentant de Sa Majesté, à un prince très rapproché du trône britannique, pour protester contre l'accusation de déloyalisme, de trahison envers l'Empire, que les conservateurs portent contre ses concitoyens, parce qu'ils demandent de plus larges marchés.

Voici la traduction de ce passage de l'adresse de M. Armstrong: "Depuis longtemps les Canadiens ont donné au monde entier la preuve de leur attachement à la mère-patrie; en accordant une préférence tarifaire marquée et une plus grande facilité d'admission au pays, aux marchandises britanniques et aux produits des industries britanniques."

"Nous, du moins, de l'Ouest canadien, acceptons volontiers, nous désirons même ardemment accentuer cette preuve de notre loyauté pratique en demandant une nouvelle augmentation de cette préférence. Nous croyons que cette augmentation serait mutuellement avantageuse au Canada et aux îles Britanniques."

"Conscients, toutefois, que notre jeune nation, où l'industrie agricole prédomine, n'est qu'au début d'une énorme expansion de sa capacité de production, nous nous rendons compte qu'il nous incombe, si nous sommes loyaux à nos meilleurs intérêts, d'employer toutes nos énergies à élargir nos frontières commerciales, afin d'atteindre tous les marchés qui sont prêts à recevoir la production toujours croissante de notre sol, afin que notre population sache qu'elle

n'est régie que par des lois économiques et commerciales équitables; et afin qu'elle puisse obtenir les meilleurs résultats possibles de son industrie."

"Car ainsi, et ainsi seulement le loyalisme et le contentement seront placés sur une base permanente et durable."

Il est, certes, impossible de reprocher impartialement au maire et au conseil municipal d'Edmonton d'avoir manqué de tact en exprimant à celui qui représente personnellement l'objet même du loyalisme canadien, combien les populations de l'Ouest sont loyales et désirent rester loyales, sous l'empire de lois économiques équitables.

C'est aux pieds même du trône que ces protestations ont été déposées, contre des accusations partiales et de mauvaise foi; et c'est un partisan politique du parti au pouvoir qui s'en est fait l'interprète.

Les populations de l'Ouest s'indignent qu'on accuse de déloyalisme leur désir de plus larges marchés. Elles déclarent que le loyalisme et le contentement ne peuvent exister que sous l'empire de justes lois économiques, ce qui est une vérité historique incontestable. Et en s'adressant au trône, elles visent aussi le gouvernement, administrateur pour le trône, qui devra en toute justice tenir compte de leurs solennelles revendications.

La différence

M. Bourassa n'a que des douceurs indulgentes et bénignes pour un Monk ou pour un Pelletier.

Mais Sir Wilfrid Laurier est un traitre, un fargueur, un politicien sébile.

C'est beau l'indépendance et la culture des principes!

Qui a capitulé?

M. Landry et l'"Evénement". M. Bourassa et M. Lavergne feignent encore d'attendre de M. Borden, l'exécution du programme de la coalition de 1911. Leur allié, le "News", qui doit pourtant savoir à quoi s'en tenir, n'a pas les mêmes prévisions. Voici encore la traduction d'un passage d'un de ses récents articles:

"En jugeant maintenant d'après ce qui s'est passé, il est clair que le gouvernement Laurier a eu peur de la propagande nationaliste. Les nationalistes étaient dans l'erreur et Sir Wilfrid Laurier aurait mieux fait de ne pas capituler entre leurs mains. Lorsque M. Borden arriva au pouvoir, il refusa de s'en laisser imposer par M. Bourassa et la poignée des extrémistes de Québec. Il ne capitula ni sur la question du mariage, ni sur la question des écoles, ni sur la question de la marine. Rien ne réussit comme le courage."

Si M. Borden n'a capitulé comme l'affirme le "News", sur aucune de ces questions, sous la pression des nationalistes, c'est donc M. Monk, M. Pelletier et M. Nantel, avec leur groupe de moutons croisés tory-nationalistes, qui ont capitulé? La parole est à l'"Evénement".

Et l'élection?

M. Monque parle de faire une troisième convention conservatrice dans Richelieu.

Dites donc, monsieur le ministre, si nous passions maintenant à l'élection? M. Cardin, le candidat du parti libéral n'attend que le moment de se mesurer à votre candidat.

Une opinion

Le "News" tient à spécifier que la politique de Borden sera franchement impérialiste, tandis que celle de Laurier était nettement autonome.

Unanime

On a demandé à M. Nantel ce qu'il pensait de l'idée de fêter le 21 septembre. — Je suis UNANIME en faveur de ça, a répondu Bruno sans hésiter.

Ce qui importe

M. Armand Lavergne répète, en interviews, qu'il demande toujours un plébiscite sur la question de la marine.

A la vérité, il n'importe pas de savoir ce que M. Lavergne demande, mais ce qu'il pourra obtenir de M. Monque ou de M. Pelletier.

Réforme

M. Borden parle encore de réorganiser le service civil à Ottawa.

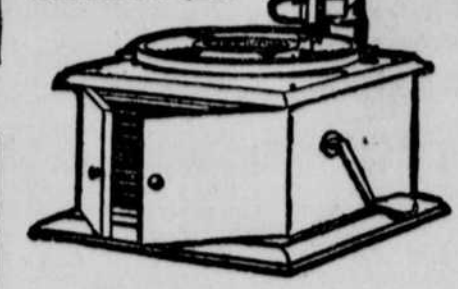
Allons, voilà de nouvelles institutions libérales à l'horizon.

LE PRIX D'UN REVENANT

M. J. Denterlander possède à Chicago une maison de rapport. La commission chargée de répartir l'impôt avait cru devoir taxer cet important immeuble sur le pied d'un loyer de douze mille dollars. M. Denterlander a protesté. Loin de lui fournir des bénéfices, sa maison ne lui donne que de l'ennui; il a toutes les peines du monde à la louer parce qu'elle est hantée. Une jeune femme y est morte dans des conditions mystérieuses, probablement assassinée, et depuis lors les autres locataires sont révoltés sans cesse par des gémissements et des cris. C'est la défunte qui réclame vengeance et veut qu'on livre ses meurtriers à la justice.

Il faut que cette femme soit rançonnée, car le fait divers date déjà de quatre ans: elle aurait eu le temps de l'oublier ou d'en prendre son parti. Quoi qu'il en soit, ses voisins commencent à se lasser; ils donnent congé à l'après l'autre. C'est pourquoi M. Denterlander sollicitait une détaxe. La commission, après en avoir délibéré, a fait droit à sa requête: elle a décidé que le revenu impossible de l'immeuble serait abaissé de 12,000 à 8,000 dollars. Voilà du même coup l'existence des fantômes officiellement reconnue, ainsi que leur valeur marchande. Les commissaires de Chicago ont fixé cette dernière à 4,000 dollars qui représentent pour le propriétaire une économie appréciable, en quelque sorte un revenant bon. Il n'en reste pas moins qu'un revenant est le contraire d'un revenu.

Victrola IV. \$20.



Victor Victrolas

Reproduisent chez vous les voix des plus grands artistes du monde et la musique des meilleurs instrumentistes. Victrolas depuis \$20 en montant. Facilités de paiement si désiré. Démonstrations gratis chez tous les marchands "A la voix de son Maître." Records doubles à 90c les 2 sections. 5000 Records à votre choix.

Le plus grand choix de Records français par les plus grands artistes français, toujours en stock.

Berliner Gram-o-phone Co., Limited
415 STE-CATHERINE OUEST PHONE UP 2972
488 STE-CATHERINE EST PHONE UP 2418

tant, ceux par lesquels des centaines de personnes se sont crues guéries, n'auraient pas dû les guérir. Mais condamner alors tout ce qui fait le charme de la vie, la divine illusion, et ne plaignons pas seulement ceux qui la cherchent au fond de la dixième bouteille médicamenteuse. — X.

LA FOULE ET LES IDEES

Nous lisons dans l'"Action" de Paris:

Il s'échappa belle, le Monsieur qui, oublié et enfoncé dans le salon d'un dentiste, cria par la fenêtre qu'on lui vint ouvrir. Déjà les passants s'accumulaient sur le boulevard, et le bruit se répandait que tout ce qui venait d'être pris en flagrant délit. Un cambrioleur! Tout aussitôt cinquante personnes hurlèrent à la mort. Ah! le beau lynchage que ça allait être! Mais le Monsieur comprit le danger qui le menaçait, et, toujours par la fenêtre, il fit appel à la police, qui d'abord le délivra, puis le protégea contre la fureur du populaire. Ainsi l'étourderie d'un dentiste faillit coûter la vie à un brave et inoffensif citoyen.

On peut rapprocher cette aventure de celle, plus fâcheuse, qui advint récemment à M. Gaston Husson, honnête employé de la Compagnie du Nord. Comme il sortait précipitamment d'un établissement d'Anglais, il renversa par mégarde la sébile de la caisse, et gagna la rue d'un pas accéléré. Mais quel'un jeta: "au voleur!" et les gens s'amusèrent, coururent, firent pleuvrair sur Husson les poings des liches et les cannes des imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

Telle est l'abjecte mentalité des foules, couardes et cruelles tout à la fois. Oh qu'on les prenne, elles sont imbéciles. Après quoi ce fut le tour d'un courageux agent qui, pointant son revolver, blessa d'une balle le pitoyable lynché, dont le sang gicla par vingt plaies béantes. On dut le transporter à Lariboisière, où, pendant quinze jours, les médecins firent d'anxieuses réserves sur son cas.

DE LA FICTION A LA VIE.

De "Griff", dans la "Dépêche" de Toulouse:

Nous vivons en pleine réaction contre le romantisme. Il est donc naturel qu'on dise beaucoup de mal des œuvres du père Hugo, romans et drames surtout. Inavouables! écrit-on à chaque instant de ces ouvrages. Evidemment, ils sont invraisemblables. Mais consultez un peu dictionnaire l'histoire de M. William Burke.

M. Burke est citoyen américain et vit à Philadelphie. La considération dont il jouit est très grande et on le vante partout pour sa probité, son caractère et son sens pratique. Il est commerçant; il est devenu l'un des édiles les plus estimés de la cité. Et il est très heureux.

Il était du moins jusqu'à ces jours derniers, jusqu'au jour où il rencontra dans la rue un individu au visage patibulaire qui lui dit: — Bonjour, Benjamin Tripp!

— Passez votre chemin, monsieur. Je suis William Burke.

— Tu n'es pas William Burke. Tu es Benjamin Tripp. Je t'ai connu en prison; tu ne valais pas mieux que moi à cette époque et nous étions une paire d'amis. Donne-moi 100 dollars ou je dis tout.

Loin de donner les 100 dollars, M. Burke porta plainte contre le malfaiteur. Ensuite de quoi, il fit publiquement l'aveu de son passé. Il était bien Benjamin Tripp. Voleur, il avait été condamné. Sa peine subie, bien décidé à se racheter, il s'était mis au travail, avait amassé quelques sous, s'était marié, avait ouvert boutique, était devenu M. William Burke aimé et respecté de tous, un autre homme dans un même corps.

Vous souvient-il maintenant de l'épisode fameux des "Misérables", où M. Madeleine redevint Jean Valjean? Au décor près, c'est tout à fait l'histoire de ce bon M. Burke.

Comme quoi, l'inavouable peut quelquefois être vrai.

CHEZ

FREEMAN LUNCH SPECIAL

POUR LES HOMMES D'AFFAIRES

PRIX POPULAIRES

NOUVEL EDIFICE TRANSFORMATION

LES GRANDES MANŒUVRES

Plus de cent vingt mille hommes prennent part aux opérations de l'armée française ainsi que cinquante avions et deux ballons dirigeables.

LE GENERAL JOFFRE DIRIGE LES OPERATIONS

Le parti ennemi est représenté par l'armée du général Gallieni.—M. Millerand et le grand duc Nicolas de Russie suivront les grandes manœuvres.

Paris, 12. — Les grandes manœuvres du centre ont commencé aujourd'hui en Touraine et au Poitou. Cent vingt mille hommes y prennent part, ainsi qu'une imposante escadre composée de cinquante avions et de deux ballons.

Le général Joffre, chef d'état-major général, dirige les opérations des deux armées ennemies qui sont sous le commandement des généraux Gallieni et Marlon.

Le parti ennemi est représenté par l'armée du général Gallieni. Le ministre de la guerre, M. Alexandre Millerand, suit les manœuvres, ainsi que de nombreux officiers étrangers.

Le grand-duc Nicolas de Russie, venu également pour suivre les manœuvres, est arrivé aujourd'hui à Paris. Il fut reçu à la gare du Nord, par les ministres, le lieutenant-colonel Boulanger, représentant M. Fallières, M. Javolsky, ambassadeur de Russie, MM. Delanoy, Léprieux, les généraux Manoury et Florentin.

M. Poincaré l'a accompagné à l'hôtel Ritz. Un peloton de cuirassiers escortait la voiture.

A cinq heures, M. Fallières, venant de Rambouillet, est arrivé à l'Elysée où il a reçu le grand-duc Nicolas.

MANŒUVRES SUISSES

QUELQUES REFLEXIONS DU KAISER RAPPORTEES PAR UN REDACTEUR DU "TEMPS"

Paris, 12. — M. René Puaux, rédacteur au "Temps", qui eut l'occasion d'approcher l'empereur Guillaume au cours des récentes manœuvres de l'armée suisse, dit que l'empereur, dans une conversation avec le président Forrer, a déclaré :

"Votre armée m'épargne six corps d'armée".

"On sait que le but du kaiser, en assistant aux manœuvres suisses était de se convaincre de l'habileté de l'armée suisse pour défendre la neutralité du pays et empêcher l'invasion de l'Allemagne par l'armée française. Convaincu que l'armée suisse ne faillira pas à sa tâche, le kaiser peut retirer du sud six corps d'armée pour les placer sur la frontière d'Alsace ou de Belgique.

Dans sa conversation, l'empereur allemand a déclaré son désir de maintenir la paix. Il affirme au président qu'il puisait son inspiration dans la Bible.

"Je prête peu d'attention aux prêtres et aux pasteurs, déclare-t-il. Ils délayent par trop les paroles de l'évangile avec leur propre dogme. Je m'en rapporte à la Bible que je lis et relis constamment. On y trouve la solution de toutes difficultés, de tous problèmes, même politiques."

LA MARINE FRANÇAISE

SIX CROISIEURS CUIRASSES ONT REÇU L'ORDRE DE SE RENDRE A BREST.

Toulon, 12. — Une escadre de six croiseurs cuirassés a reçu l'ordre de se tenir prêts à partir pour Brest, afin d'y aller remplacer la troisième escadre comprenant les six cuirassés "Gaulois", "Charlemagne", "Carnot", "Jauréguiberry", "Bouvet" et "Charles-Martel", qui doit se rendre dans la Méditerranée au mois d'octobre.

IL POIGNARDE LE CONSUL

UN ITALIEN TENTE D'ASSASSINER LE VICE-CONSUL D'ITALIE AU MAROC.

Tanger, 12.—Un Italien a poignardé M. Laredo, vice-consul d'Italie, qui lui refusait de l'argent.

Le vice-consul a été transporté à l'hôpital dans un état désespéré. Le meurtrier a été arrêté.

Sasabianca, 12.—La peste a fait son apparition ici. On signale un mort et une quinzaine de cas suspects. Des mesures énergiques ont été prises par les autorités.

Les franco-américains et la politique

QUELQUES EXTRAITS D'UN DISCOURS DE M. G. S. DUPRE AU COURS DE LA DERNIERE CAMPAGNE DANS LE MAINE.

Biddeford, Me., 12. — A une assemblée républicaine tenue au cours de la dernière campagne du Maine, M. Godfrey S. Dupré a été l'un des principaux orateurs. Après avoir récapitulé l'histoire des démarches faites pour faire retirer la loi de la Corporation Sole et la lutte faite par les démocrates en faveur de cette même Corporation, M. Dupré dit :

"Avant la session de la Législature de 1911, les politiciens de cet Etat pouvaient au moins penser que nous avions autant de cœur, ni plus, ni moins que les autres races, et que nous ressentirions le soufflet qui a eu sa répercussion un peu partout dans l'Univers. Cette crainte, ce respect qu'inspirent les gens qui relèvent la tête et montrent le poing, ne justifieront plus, à l'avenir, les politiciens et hommes d'Etat nous maltraitant. A moins que nous montrions par nos votes, que nous ne sommes pas seulement une meute de chiens couchants, toujours prêts à lécher la main qui nous frappe. Dorénavant, je féliciterai tous les hommes de courage des autres nationalités de nous traiter comme nous le méritons.

"Pour nos revendications nous nous adressons à la Législature, à des politiciens qui, règle générale, n'ont pas le cœur tendre et ne nous donneront rien pour nos beaux yeux. Puisque les politiciens nous méconnaissent, nous devrions nous tourner vers d'autres. Ce parti démocrate nous a bafoués, nous n'avons qu'une chose à faire, rougir de ceux qui ont rougi de nous. Ce parti démocrate qui est si peu repentant qu'il nous provoque nous nargue, de nouveau, en donnant la nomination précisément à ceux de nos représentants qui étaient contre nous il y a deux ans. Souvenons-nous.

La grève des domestiques

LES DOMESTIQUES DES MAISONS PRIVÉES DE BOSTON MENCENT DE SE JOINDRE AUX EMPLOYES D'HOTEL EN GREVE.

Boston, 12. — La grève des employés d'hôtels pourrait bien, dans quelques jours, se propager jusqu'aux domestiques dans les familles de Boston.

L'organisateur Edward Blochinger déclare que tout ce qui manque, c'est un chef, et il est prêt, à un moment d'avis, à assumer ce rôle.

Allen C. Jones, le propriétaire de la New American House, a déclaré la guerre à ses employés qui se sont mis en grève hier soir.

A 7 heures, les garçons de table, les cuisiniers et les porteurs de l'American House, aux sons du sifflet

"Le parti républicain ne nous promet pas comme parti le remède que nous demandons, mais il y a dans l'Etat une douzaine de candidats qui nous promettent leur appui. Faisons-nous des amis. Ils nous promettent de nous aider, aidons-les, et au nom du plus élémentaire sens commun, faisons-les ouvertement afin d'avoir après la victoire tout le mérite auquel nous aurons le droit.

"C'est aux démocrates Franco-Américains qu'il appartient de faire le geste que nous demandons. C'est leur parti politique, me disent-ils très bien, mais est-ce que ce parti politique vous tient plus au cœur que votre dignité personnelle offensée ? Si, après l'humiliation qu'il vous a fait subir, vous vous sentez encore de l'affection pour lui, corrigez-le, châtiez-le !

"Qui aime bien, châtie bien. Et ce n'est peut-être pas autant le parti des Canadiens que vous le croyez. Si c'est le parti des Canadiens, comment se fait-il qu'il vous a donné de si beaux coups de pieds à la place ordinaire, à Augusta ? Si c'est le parti qui vous traite le mieux, comment se fait-il encore que toute la démocratie canadienne de cet Etat n'a pas eu assez d'influence pour trouver un second de la motion de M. Couture demandant le renvoi de notre loi au Comité des Affaires Légales ?

"Jugeons par le cœur l'outrage à notre fierté blessée, jugeons aussi par l'esprit, à la lueur de la froide raison, et sachons bien que les partis politiques, comme toute autre classe d'hommes, respectent ceux qui lèvent le front et montrent le poing. Souvenons-nous ! Le jour de la revanche approche, et que le 9 septembre prochain soit la réponse au 7 mars 1911."

LE PROCES DE BECKER

UNE DECISION DU JUGE BISCHOFF, DE LA COUR SUPREME.

New-York, 12. — Au nom du lieutenant Charles Becker, M. John F. MacIntyre avait présenté à la cour suprême une motion demandant la suspension de toute la procédure du procès de Becker et la nomination d'une commission chargée d'entendre les témoignages de trois personnes de Hot Springs (Arkansas).

Le juge Bischoff, de la cour suprême, a accordé l'avocat de Becker, ce qu'il demandait, et l'affaire du meurtre de Rosenthal ne sera reprise que le 7 octobre.

L'avocat de district Whitman, en apprenant la décision du juge Bischoff, a refusé de dire ce qu'il ferait avant que cette décision lui fut officiellement communiquée.

Une nouvelle décision a été prise par un autre juge de la cour suprême, et le bruit a couru que l'attorney de district poursuivrait ce but.

Cette mesure pourrait être prise, par le juge Goff, qui devait présider la session spéciale de la chambre criminelle de la cour suprême ; mais, comme il se mettrait par là dans une situation assez délicate, on pense qu'il n'en fera rien.

M. Whitman s'est contenté de répondre à toutes les questions : "Je suis prêt à soutenir le procès de Becker."

LA MORALE A NEW-YORK

LES AUTORITES PRENNENT DES MESURES ENERGIQUES POUR REPRIMER L'IMMORALITE.

New-York, 12. — Le magistrat Cornell a annoncé, aujourd'hui, que le couvre-feu sonnerait à minuit pour les vagabonds du "Great White Way".

Le magistrat a aussi annoncé qu'il ferait arrêter toute personne se promenant après minuit sur le Broadway et qui ne pourrait donner des raisons suffisantes pour expliquer sa présence en cet endroit. L'aspect du fameux district durant la nuit subira un changement radical si cette mesure est mise en force.

LE FROID EN EUROPE

EN ANGLETERRE LES FEMMES PORTENT DES FOURRURES. L'HIVER EN SUISSE ET EN BAVIERE.

Londres, 12.—Aujourd'hui, à midi, la température, à Londres, était la même que celle de Noël dernier.

Dans toute l'Angleterre sévit une température hivernale et le cinglant vent du nord coule le visage et les mains. Dans le nord du comté de York le neige et le verglas ont fait leur apparition. Une femme est morte de froid dans le comté de Surrey.

Aux courses de Doncaster, les femmes portaient des fourrures. Les manœuvres de l'armée dans le comté de Norfolk ont lieu dans des conditions déplorables. Les soldats doivent marcher dans la boue et dormir sur un sol détrempé.

Dans toute l'Europe d'ailleurs, la température est des plus sévères. A Saint-Mont, en Suisse, le thermomètre est descendu ce matin à zéro.

La pluie tombe sans discontinuer dans l'Allemagne occidentale et centrale.

LA LUTTE DES SUFFRAGETTES

Mlle CHRISTABEL PARK-HURST RESTE A PARIS ET DIRIGERA LES OPERATIONS.

Londres, 12. — Une dépêche de Paris donne un intermédiaire avec Mlle Christabel Parkhurst, qui s'est échappée lorsque sa mère, Mme Emily Lawrence comparait en cour pour conspiration. Dans cet interview, Mlle Parkhurst, admettant qu'elle vit depuis six mois en France, déclare qu'elle a l'intention de s'installer définitivement à Paris d'où elle dirigera le mouvement en faveur des suffragettes. Elle a ajouté que la lutte serait plus âpre que jamais et que les suffragettes étaient prêtes à tous les sacrifices.

LES CHAMBRES SONT DISSOUTES

St-Petersbourg, 12. — La Douma a été dissoute. Les élections commenceront le 23 septembre et la nouvelle Douma ouvrira le 28 octobre.

LES VICTIMES DE L'AIR

L'aviateur Belge, Busson, tombe avec son aéroplane sur un arbre, à Tamise, et se fracture une jambe ; son mécanicien a eu le crâne fracturé.

UN AVIATEUR

GREC SE NOIE.

Le lieutenant Liebert, aviateur de l'armée allemande tombe en exécutant une reconnaissance et se tue. — Son compagnon sérieusement blessé.

Tamise (Belgique), 12. — L'aéroplane piloté par l'aviateur Busson est tombé sur un arbre à l'aérodrome d'ici aujourd'hui.

M. Busson souffre d'une contusion à la tête et d'une jambe fracturée. L'aviateur resta suspendu à l'arbre par une jambe jusqu'à l'arrivée des secours. Son mécanicien a eu le crâne fracturé.

Dresde (Saxe), 12. — Le lieutenant Liebert, un aviateur attaché à l'armée rouge actuellement en manœuvres en Saxe, est tombé alors qu'il exécutait une reconnaissance et s'est tué. Son compagnon, le lieutenant Zimmerman, fut sérieusement blessé. Cinq aviateurs de l'armée rouge qui avaient reçu l'ordre de transporter des ordres n'ont pu accomplir leur mission par suite du mauvais fonctionnement de leurs appareils. Plusieurs d'entre eux ont fait des chutes sans toutefois se blesser.

Les ballons dirigeables se sont conduits d'une façon satisfaisante.

L'empereur Guillaume et les personnes de sa suite ont été les hôtes, aujourd'hui, d'une compagnie d'infanterie.

Le kaiser a goûté la soupe aux haricots et le reste de l'ordinaire des soldats.

Athènes (Grèce), 12. — L'aviateur Karonellos qui volait près de Patras est tombé dans la mer où il se noya.

UN CHEVAL A L'EPOUVANTE

IL BLESSE DIX PERSONNES, DONT DEUX MORTS IEMMENT.

New-York, 12. — Il n'est pas rare qu'un cheval emballé commette quelque dégât dans la rue en même temps qu'il blesse une personne. Mais le cheval qui galopait éperdument hier dans la 1ère avenue a causé des malheurs plus regrettables. Dix personnes ont été blessées, dont six très sérieusement et deux peut-être mortellement par cet animal furieux.

C'était un grand et fort cheval noir qui manganait tranquillement son arvoine dans un sac suspendu à son cou quand des enfants, sortant d'une école, vinrent à passer. Ils faisaient tant de bruit, ainsi qu'il en est d'ordinaire, que le cheval prit peur et s'élança au galop dans l'avenue avec le résultat que l'on sait.

LE CORSET QUI TUE

UN ACTEUR-AVIATEUR ANGLAIS MORT EN SCENE.

Londres, 12. — L'autopsie de l'acteur-aviateur anglais Leslie Glover, de Birkenhead, a démontré que la mort était due à l'asphyxie causée par le corset que l'acteur avait revêtu pour paraître en scène.

Un médecin a déclaré qu'il était évident que M. Glover essayait d'enlever son corset quand il fut pris de convulsions auxquelles il succomba.

UN SERMON SENSATIONNEL

A GRANDVILLE, LE PERE GAFFE BLAME LA MODE ET S'APITOIE SUR LES MARIS DES ELEGANTES.

Paris, 12. — Grandville, la célèbre plage normande est en émoi à la suite d'un sermon, l'"Emancipation intellectuelle de la femme", prononcé en présence d'une foule énorme par le fameux prédicateur parisien, le père Gaffe.

S'adressant à l'élément féminin qui l'écoutait, le père Gaffe a dit : "Vous avez profané l'œuvre de Dieu. Avec l'aide diabolique de vos couturiers vous n'avez pas craint de changer les formes qui vous avaient été données. Vous vous rendez ridicules en vous habillant comme des sultanes. Toutes les excentricités vous semblent naturelles et vous plaisez. Vos chapeaux sont un défi au bon sens et à la raison. Vos jupes entravées semblent avoir été coupées par un sautoir qui travaille à votre destruction."

"Je suis triste à la pensée que de telles femmes sont des épouses. Je plains le sort de leurs maris ! Je ne vois aucune raison contre l'émancipation intellectuelle de la femme, mais avant de penser à cela elle doit s'émanciper des entraves de la mode."

L'exécution des rebelles mexicains

VINGT-DEUX ZAPATISTES CAPTURES PAR LES TROUPES FEDERALES ONT ETE MIS A MORT.

Tohua, Mexique, 12. — Vingt-deux Zapatistes qui ont été capturés, hier, dans une bataille avec les troupes fédérales, près de San Mateo, Etat de Mexico, ont été exécutés aujourd'hui, d'après les termes de la proclamation suspendant les garanties constitutionnelles.

Bohn Gill, un mineur anglais, a été déshérité d'une bande de Zapatistes et amené à Tohua par le lieutenant Liebano, qui est revenu, aujourd'hui, d'une expédition dans la contre-attaque des rebelles. Après avoir volé Gill 1,000 pesos et de ses habits, les Zapatistes l'avaient amené avec eux.

Ils font l'élection de leurs officiers

LES DELEGUES AU CONGRES DU CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL ONT FAIT LEURS ELECTIONS HIER.

Guelph, Ont., 12.—Les élections des officiers ont donné le résultat suivant :

Président, M. Watters, réélu ; vice-président, Fred. W. Bancroft, de Toronto ; secrétaire-trésorier, P. M. Draper.

Comité exécutif : Nouvelle Ecosse, J. Brooks.

Halifax, N. E. W. N. Goodwin, Truro ; E. V. Fisher, Inverness, N. B. ; P. Campbell, St. Jean, N. B. ; P. W. Awer, de Moncton, N. B. ; L. McKellar, de Moncton ; T. Bertrand, O. d'Angleterre.

La convention se terminera probablement ce soir.

Les funérailles de Mutsu-Hito

ELLES ONT ETE COMMENCEES, HIER, A TOKIO, AU MILIEU D'UNE POMPE EXTRAORDINAIRE.

Tokio, 12. — Les funérailles de feu Mutsu-Hito, empereur du Japon, ont commencé, aujourd'hui. Les rites et les costumes des époques anciennes se mêlent au déploiement des forces militaires dans ces cérémonies funéraires. Des délégations de sujets, Japonais, de toutes les classes et de toutes les conditions sont arrivées des parties les plus reculées de l'Empire. A minuit, des foules énormes étaient assemblées le long de la route que devait suivre la procession. Il faisait une température magnifique.

Les représentants officiels de tous les pays sont arrivés à Tokio et assisteront à ces cérémonies. Parmi eux, sont plusieurs princes et des ambassadeurs spéciaux entr'autres Philander C. Knox, secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

Les membres du corps diplomatique étaient présents en leur uniforme.

Le cercueil, qui est de dimensions énormes, près de dix pieds par cinq, et pèse environ une tonne et demie, est exposé dans le grand salon du palais royal.

A trois heures du matin, les représentants officiels commenceront à arriver. En premier lieu étaient ceux qui portaient des décorations officielles, les officiers de la cour, les ministres de l'Etat et leurs épouses et d'autres personnages importants.

Les membres de la maison royale prirent ensuite leur place et furent suivis par les dignitaires qui servent le défunt empereur.

L'empereur Yohshito arriva après que les fonctionnaires eurent formé la procession. Il était en grand uniforme de commandant en chef. Il était accompagné du comte Yogo, le grand maître des cérémonies et le comte Watanabe, ministre de la maison impériale, qui étaient suivis des chambellans. Venaient ensuite : le prince Katsura et le général Nakamura.

Les princes de la maison impériale en ordre de préséance puis l'impératrice, vêtue de noir et les chevaux des épaules suivaient. Les dames de la cour ainsi que les princesses de sang et l'impératrice douairière portaient le même costume.

Les pairs du Japon, les membres de la Chambre et le Cabinet impérial, les présidents des différentes institutions gouvernementales, le maire de Tokio et les membres du Conseil de ville assistaient à la cérémonie.

Aussitôt que la procession eut été en marche, le chef ritueliste et ses assistants commenceront à offrir les prières rituelles.

Le cercueil, qui est de dimensions énormes, près de dix pieds par cinq, et pèse environ une tonne et demie, est exposé dans le grand salon du palais royal.

A trois heures du matin, les représentants officiels commenceront à arriver. En premier lieu étaient ceux qui portaient des décorations officielles, les officiers de la cour, les ministres de l'Etat et leurs épouses et d'autres personnages importants.

Les membres de la maison royale prirent ensuite leur place et furent suivis par les dignitaires qui servent le défunt empereur.

L'empereur Yohshito arriva après que les fonctionnaires eurent formé la procession. Il était en grand uniforme de commandant en chef. Il était accompagné du comte Yogo, le grand maître des cérémonies et le comte Watanabe, ministre de la maison impériale, qui étaient suivis des chambellans. Venaient ensuite : le prince Katsura et le général Nakamura.

Les princes de la maison impériale en ordre de préséance puis l'impératrice, vêtue de noir et les chevaux des épaules suivaient. Les dames de la cour ainsi que les princesses de sang et l'impératrice douairière portaient le même costume.

Les pairs du Japon, les membres de la Chambre et le Cabinet impérial, les présidents des différentes institutions gouvernementales, le maire de Tokio et les membres du Conseil de ville assistaient à la cérémonie.

Aussitôt que la procession eut été en marche, le chef ritueliste et ses assistants commenceront à offrir les prières rituelles.

Le cercueil, qui est de dimensions énormes, près de dix pieds par cinq, et pèse environ une tonne et demie, est exposé dans le grand salon du palais royal.

A trois heures du matin, les représentants officiels commenceront à arriver. En premier lieu étaient ceux qui portaient des décorations officielles, les officiers de la cour, les ministres de l'Etat et leurs épouses et d'autres personnages importants.

Les membres de la maison royale prirent ensuite leur place et furent suivis par les dignitaires qui servent le défunt empereur.

LES RUMEURS POLITIQUES

Loin de démissionner le ministre des Postes appuierait de toutes ses forces la politique navale de M. Borden. M. A. Lavergne à Ottawa.

LA QUESTION NAVALE A PLUS TARD

La réorganisation du service civil ; la demande d'une nouvelle émission de stock par le Pacifique inquiète le gouvernement.

Ottawa, 12. — Beaucoup de rumeurs circulent en ce moment dans la capitale. Les uns annoncent la démission de M. Pelletier qui serait remplacé par M. Armand Lavergne, mais à ceci on n'ajoute que peu de confiance. Il est fort probable que M. Pelletier soutiendra le programme naval et l'annoncera à un banquet qui doit avoir lieu à Lévis dans quelques jours.

Une vacance se fera probablement d'ici peu parmi les représentants de Québec au fédéral et on désigne M. Armand Lavergne comme candidat. On dit aussi que le programme naval ne sera pas discuté avant quelque temps, et que si on en arrive à un accord, ce sera avec les Unionistes, dont on attend le prompt retour à la tête du gouvernement d'Angleterre.

Pendant que M. Borden était en Angleterre, il a convenu avec le gouvernement anglais que Sir George Murray visiterait le Canada et suggérerait un plan de réorganisation des départements et du service civil. Sir George Murray sera ici avant la fin du mois et restera ici quelques semaines ou plus. Il est considéré comme un expert en fait d'organisation des services civils.

La question d'émettre des actions aux actionnaires de C.P.R. A un prix moindre que la valeur marchande inquiète le gouvernement et surtout ses représentants de l'ouest. On dit, à l'Hon Dr Roche et à l'Hon T. Rogers que les hôtels perdent leur influence dans l'ouest s'ils favorisent ce projet. Sir Thomas Shaughnessy regrette que sa demande ait été rendue publique et il en blâme les députés de l'ouest.

LE CONGRES DE VIENNE

Les grandes assises eucharistiques de Vienne compteront parmi les plus solennelles qui aient jamais eu lieu dans le monde entier.

PLUS DE 120,000 PELERINS ETRANGERS

Les délégués français seraient fortement indisposés contre le comité central qui ne les a pas invités à parler à la séance d'ouverture.

Vienne, 12. — Le 23e congrès eucharistique international établira un record pour le nombre des étrangers qui y ont assisté ; il y a eu 80,000 billets vendus à des étrangers, tandis qu'il n'y en a eu que 13,000 au congrès de Montréal. On estime que pas moins de 120,000 visiteurs sont ici ; les hôtels sont tellement remplis que les hôtes sont heureux de pouvoir dormir dans les salles de bain. Plusieurs milliers de pèlerins sont logés dans les 400 écoles de la ville. Dans la cour de l'hôtel de ville, aujourd'hui, on a servi à dîner 12,000 personnes.

Les représentants de la France se plaignent du fait que le comité central ne les a pas invités à parler à la séance d'ouverture. Il paraît que le comité a été déçu par le petit nombre de délégués français et a considéré qu'ils n'avaient pas droit à un orateur. On dit que le Cardinal Amette, archevêque de Paris, a écrit une protestation et que la controverse sera portée jusqu'au Vatican.

On sait que le comité attendait un nombre extraordinaire de délégués français, comme protestation contre la politique du gouvernement français à l'égard de l'Eglise. L'agitation dans ce sens semble avoir échoué et le comité de Vienne en tient responsable, dit-on, le clergé français.

Au nombre des orateurs à la grande démonstration de cet après-midi, on remarquait M. de Miltner, vicar, général de Milwauke, qui a parlé au Concile de Trente. Mgr Rainer a déclaré que les décrets de Pie X concernant la communion quotidienne et la première communion des enfants ne contiennent rien de nouveau, mais n'étaient que l'adaptation moderne des principes posés par le Concile de Trente.

Nice, 12. — Moulaf Hafid est arrivé aujourd'hui en automobile, venant de Briançon. Il s'est rendu à Monte-Carlo et a excursionné dans les environs.

Perrigian, 12. — Par suite de la sécheresse, des incendies ont fait des ravages dans les forêts de chênes-liège.

Nice, 12. — Moulaf Hafid est arrivé aujourd'hui en automobile, venant de Briançon. Il s'est rendu à Monte-Carlo et a excursionné dans les environs.

Perrigian, 12. — Par suite de la sécheresse, des incendies ont fait des ravages dans les forêts de chênes-liège.

Nice, 12. — Moulaf Hafid est arrivé aujourd'hui en automobile, venant de Briançon. Il s'est rendu à Monte-Carlo et a excursionné dans les environs.

Perrigian, 12. — Par suite de la sécheresse, des incendies ont fait des ravages dans les forêts de chênes-liège.

Nice, 12. — Moulaf Hafid est arrivé aujourd'hui en automobile, venant de Briançon. Il s'est rendu à Monte-Carlo et a excursionné dans les environs.

Perrigian, 12. — Par suite de la sécheresse, des incendies ont fait des ravages dans les forêts de chênes-liège.

Nice, 12. — Moulaf Hafid est arrivé aujourd'hui en automobile, venant de Briançon. Il s'est rendu à Monte-Carlo et a excursionné dans les environs.

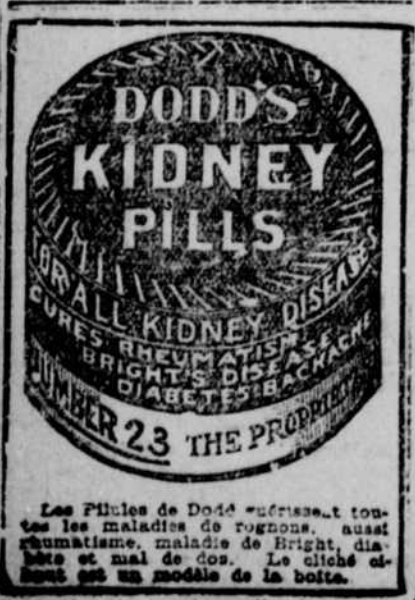
FEUILLETON
du "CANADA"LA CROISÉE
DES CHEMINS

Par Henri BORDEAUX

(Suite) No. 21

—J'ai ma vie à moi.
Comme ces syllabes sonnaient résolument sur ses lèvres ! Pour en atténuer le dur effet, il ajouta, par commémoration :
—Ne vous inquiétez pas. De loin, je veillerai sur vous, sur Claire et Gérard. Je ne vous abandonnerai pas.
Mais elle entendait encore sa déclaration si tranchante :
—Oui, tu as ta vie. Ton père aussi avait la sienne.
Il voulait bien s'affirmer, non froisser la pauvre femme qui pensait s'appuyer à lui.
—Écoutez. Je réfléchirai, j'en parlerai à Laurence.
—A Laurence, répéta-t-elle d'un air de doute. Peut-être ne convient-il pas de révéler nos ennemis du famille. Ton père en gardait le secret.
—Cependant je dois avertir M. Avenir. C'est loyal.
—Expliquez-lui bien alors l'origine de nos dettes.
Elle pensait à sauvegarder la mémoire de son mari.
—Rassurez-vous maman. Laurence est généreuse. Sans doute ses parents tiennent à leurs habitudes. Mais elle est appelée à une grande fortune, pas maintenant, pas en commençant, plus tard. Cela aussi, pour notre maison, aura de l'importance.
Pleine d'appréhension, Mme Rouvray n'insista pas. Un peu plus qu'avant cette conversation où elle ne rencontrait pas chez son fils aîné ce qu'elle attendait de l'exemple du père de la nécessité de protéger les cadets, elle sentait son vœu, le poids de la solitude où l'on entre sans préparation et après tant d'années vécues à deux, et dont on n'a pas imaginé la cruauté. Pascal, volontaire, conclut :
—Le mieux est d'en finir tout de suite avec l'incertitude. J'irai demain à Paris. Nous fixerons la date de notre mariage. Dès mon retour, nous déciderons comment assurer votre avenir.
—Attendez quelques jours, dit-elle. N'avons-nous pas besoin de nous appuyer les uns aux autres ? Il semble que maintenant nous sommes si faibles.
Mais il sentait, lui, sa jenne force.
—Pourquoi attendre ?
—Tu es libre, convint-elle, libre de choisir. Que Dieu te guide dans ton choix. A demain, Pascal. Il est tard, et je veux prior encore.
Elle lui souhaita le bonsoir, l'embrassa et sortit de la pièce. Après qu'elle fut partie il entendit mieux dans son cœur, malgré lui remué, le mot qu'elle avait prononcé en dernier lieu : "choisir." Mais son choix n'était-il pas fait ?
Pour s'allonger en respirant mieux, il poussa la porte-fenêtre à demi fermée qui donnait sur le jardin. C'était un enclos assez peu soigné qui de sa culture d'autrefois gardait quelques plantes de prairie chargées de parfums à cette saison : seringat, tubéreuses, magnolias aux lourdes fleurs blanches, paillettes à des colombes posées. Sous la lune, le paysage pâle, maintenant, quoique affaibli, son caractère du jour, à cause du petit lac qui, percé de lucarne, brillait des lignes estompées du valon et des bois de la Sylve-Bénite et du Pin dont les masses confuses s'opposaient en ombre. Pas un mouvement de branches, pas un frisson d'eau ne trahissait la vie. Une paix profonde, une paix infinie, qui n'était pas la mort et qui lui empruntait son calme et un peu de sa majesté, venait de cette campagne en sommeil, de ce vieux jardin délaissé. Il y avait un banc devant la maison. Pascal s'y assit. Dans ce silence, il eût entendu pousser l'herbe si l'on pouvait l'entendre. La sonnerie, aux vacances, aimait à gémir le soir et le commencement de la douce nuit. Son père ? là, peut-être, il avait dû lui aussi choisir, vingt ans auparavant, quand il avait mesuré le désastre de famille. C'était peut-être en face de la même tranquillité des prairies, du lac et de la forêt. Les mêmes fraîches caresses de l'air, il les avait pu sentir sur son visage.

(à suivre)

L'impopularité de
M. Pelletier

C'EST L'UNE DES CAUSES LES PLUS GRAVES DE LA FAIBLESSE DU GOUVERNEMENT BORDEN.

Québec, 9. — Il n'est pas nécessaire d'être bien longtemps à Québec, ces jours-ci, pour découvrir qu'il y a au moins un cabinet faible dans la chaîne qui est le cabinet Borden. Et c'est tout simplement l'hon. Louis Philippe Pelletier, ministre des postes du Canada et député de Québec-Comté.

Quand on le représente comme faible il n'est aucunement fait allusion à son habileté comme chef d'un grand département du gouvernement fédéral. Il n'est pas en charge depuis assez longtemps pour avoir eu l'occasion d'accomplir un grand succès ou paraître un fiasco complet.

Sa faiblesse réside surtout dans sa grande et croissante impopularité personnelle dans la ville de Québec.

Dans la ville de Québec et dans son comté qui y est adjoint, le nom de L. P. Pelletier est accueilli par des rires pour les libéraux et avec un silence de mauvais augure par les conservateurs.

Qu'est-ce qu'il y a avec Pelletier ? fut la question posée à un conservateur en vue, durant la réception Borden ici hier. Il était visible à tous que le maître général des postes n'obtenait même pas sa part des applaudissements.

"Pelletier" ? Ecoutez-moi, je suis conservateur et ai toujours travaillé pour les conservateurs, mais laissez-moi vous dire que à moins que M. Borden ne rejette par-dessus bord, et ne le fasse bientôt, il en souffrira.

Le Théâtre

Un dernier mot à M. Durand

M. Ls D. Durand, du "Nationaliste", se croit beaucoup d'esprit, il essaye d'en faire largesse et de le dépenser follement. Lorsqu'on en possède un stock pareil, on en vend ; vous devriez tenir bureau d'esprit, M. Ls D. Durand, et vous pourriez, en même temps, vous mettre marchand de vertu au coin de la rue Ste-Catherine et du Boulevard St-Laurent.

Cela n'empêche pas que vous ignorez le sens de bien des mots ; laissez-moi donc vous dire humblement qu'il est très possible d'"assurer" le bonheur de quelqu'un sans payer une prime d'assurance, mais je vous engage à découvrir une compagnie qui veuille bien "assurer" à un fort montant votre esprit ; au train où vous y allez vous le perdrez bien vite et, franchement, ce serait dommage pour vous lecteurs.

Au demeurant, je ferai remarquer à M. Ls D. Durand qu'il n'est rien de plus facile que de ridiculiser les choses même les plus sérieuses, et qu'en prenant phrase par phrase et mot par mot n'importe quel écrit on peut en tirer des effets grotesques et risibles, bien que d'une qualité fort douteuse. Il n'est même pas besoin pour cela d'employer un langage grossier, comme vous le faites. Vous nous dites qu'il n'est pas nécessaire d'être vieux pour avoir de la valeur et comme quelques lignes au-dessus vous nous parlez du "Cid," je suppose que vous avez dû maintes fois vous appliquer le vers bien connu : "La valeur n'attend pas le nombre des années." Je m'incline devant votre supériorité précoce.

Cependant, votre manière de mêler la religion aux questions littéraires et de méconnaître la valeur artistique d'un homme parce qu'il est juif ne prouve pas une impartialité dont on devrait faire montre en pareille matière et je le déplore. Il me semble que vous avez déjà manifesté cette étroitesse de vue dans un article paru en janvier dernier dans le "Nationaliste" et signé d'un pseudonyme. J'y ai répondu dans "Le Pays" et c'est peut-être cela qui motive aujourd'hui votre acharnement contre ma modeste personne. N'allez pas croire que je sois juif parce que je parle de la sorte, non pas, je suis de la même religion que vous, mais j'estime que la plus élémentaire probité m'oblige à ne faire aucune différence entre les uns et les autres et je crois qu'une appréciation faite par une personne n'ayant pas ces sentiments n'offre aucune garantie de sincérité.

Vous méprisez des critiques tels que ceux de "Comédia", du "Matin", du "Journal" ; mon Dieu, je veux bien croire qu'ils n'auraient pas été assez capables pour aligner leurs lignes à côté des vôtres, mais les journaux de Paris (les pauvres !) sont bien forcés de prendre ces pitres critiques puisque le grand public les apprécie et a foi en leur jugement. Au fait, le public parisien qui fait fête aux auteurs dont vous contestez les mérites, est peut-être le plus naïf de la terre.

Hélas ! monsieur, vous non plus vous n'avez pas découvert l'Amérique, pas plus que vous n'avez découvert l'Atlantique pour venir s'établir ici, mais vous devriez bien chercher à découvrir les affinités qui vous rattachent à la race française et vous en rappeler ; cela vous empêcherait peut-être d'envelopper de mépris ce qui vient de là-bas.

Ce qui me console, lorsque vous tenez des lignes de "bêtises", c'est que votre journal et son parent, le "Devoir", n'ont pas dédaigné autrefois de publier les gazettes de votre service ; une question de salaire nous a séparés, fort coquettement d'ailleurs, je ne crois pas que M. Omer Héroux ou M. Georges Pelletier endosseraient vos exagérations.

PIERRE CHRISTE, Saint-Esprit... Messieurs, quant au

d'un bout de la province de Québec à l'autre. Il n'aurait jamais dû le prendre dans le cabinet.

Sa vie politique n'est pas la sorte qui donne confiance au peuple. Retournez en arrière jusqu'aux jours de Mercier et vous verrez M. Pelletier orientant les voies.

Son élévation au poste de ministre a été une grande surprise à Québec. Des promesses ont été faites pour le hisser à ce poste et aucune d'elles n'a été remplie. Il y a dans notre ville un homme qui a dépensé deux cent cinquante mille piastres, une fortune, pendant la dernière élection fédérale.

Plusieurs fois déjà, il a été dit que M. Pelletier ne pouvait se faire réélire sous aucune condition et M. Borden ne serait pas sage s'il lui permettait d'essayer.

D'autres personnages d'allégeance politique différente ne sont pas moins explicites dans leurs commentaires sur le Maître Général des Postes.

"Je suis prêt à parier qu'après les prochaines élections, si M. Borden est retourné au pouvoir, MM. Monk et Pelletier seront en dehors du cabinet," dit un autre homme.

"M. Monk sortira de son propre mouvement pour se retirer sur le banc où à une place lucrative et de repos. M. Pelletier, au contraire, non parce qu'il le veut mais bien parce qu'il est une source de faiblesse plutôt que de force pour le parti qu'il appuie pour le moment."

Assemblée politique
à Robertsonville

(Correspondance officielle)

Robertsonville, 11. — Dimanche dernier, après la messe, a eu lieu une assemblée politique présidée par M. Geo. Rousseau. Les deux députés de notre comté prirent la parole. M. Jos. Demers, M.P.P., d'abord remercia les électeurs pour lui avoir accordé leur confiance le 15 mai dernier. Ensuite M. Lucien Pacaud, député au fédéral, a prononcé un discours très documenté à l'appui de la politique navale de Sir Wilfrid. Avec un sarcasme cinglant, il a montré tout le ridicule des revirements de Monk, Pelletier, Nantel et des nationalistes. Il a montré tous les comédiens du jour, débattant avant le 21 septembre dernier contre la marine Laurier et applaudissant aujourd'hui celle de Borden. Je respecte M. Huard, a dit M. Pacaud, mais qu'il vienne vous adresser la parole et je le défie de pouvoir répéter un seul de ses discours de la dernière campagne. Cela lui est impossible, puisqu'il lui faudrait se contredire et un homme qui se contredit est soit un menteur ou un fou. Et ce qui en est de M. Huard, il en est de même pour la plupart des candidats conservateurs de cette province. Alors, comment se fait-il que moi, libéral, je puis revenir le front haut vous réitérer mot à mot ce que je vous ai dit avant le grand jour néfaste. Ah ! c'est que la politique libérale n'a pas changé. C'est que la politique du vieux chef aux vues larges et prévoyantes était bien la plus sage et celle qui revenait le mieux pour le pays.

L'orateur a ensuite montré où nous conduirait la politique probable de M. Borden. A son arrivée sur le "Victorian," M. Borden a affirmé n'avoir pas changé sa politique qu'il sera une contribution d'urgence ou une politique permanente.

Si c'est une contribution directe, combien plus sage est la politique de Laurier qui veut construire une marine tout à fait canadienne construite par une main-d'œuvre au profit des ouvriers canadiens au lieu d'aller donner 20 millions à l'Angleterre, qui ne rapporteront absolument rien dans le pays.

Si c'est une contribution directe, M. Borden l'a dit assez clairement, c'est la représentation au parlement impérial et alors, c'est l'impérialisme pur et simple.

M. Pacaud, avec un style simple et une logique serrée a aussi exposé la conduite honteuse de nos ministres et députés canadiens-français, qui avec Borden ont voté le bill du Keewatin au mépris de la justice et des droits de la minorité. Enfin M. le député a exprimé l'espoir que ceux des électeurs du comté de Mégantic qui ont été indignement joués à la dernière élection sauront se reprendre et tirer une vengeance éclatante et méritée de leurs indignes trompeurs en accordant, quand le temps sera venu, leur confiance au candidat de Sir Wilfrid Laurier, le champion de la vraie et seule bonne politique canadienne.

Les électeurs au nombre de 400 ont écouté attentivement M. Pacaud. Après son discours M. Pacaud a été vivement applaudi et l'on entendit plusieurs cris de Hourrah pour Laurier. La victoire de M. Pacaud aux prochaines élections est une chose assurée. Ce sera par tout le Canada le triomphe des principes libéraux au moment méconnus, mais enfin reconnus comme les plus sages pour la prospérité du pays.

A PROPOS DE L'ASSEMBLEE
DE SAINT-JEAN.

Une lettre de monsieur le juge Monet

Nous recevons la lettre suivante :

Montréal, 12 septembre 1912.

Monsieur le Directeur,

Le rapport que vous avez publié de l'Assemblée de St-Jean me prête les paroles suivantes : Je n'ai pas ridiculisé le Saint-Esprit, mais j'ai ridiculisé les simples d'esprit qui le représentent.

Voici le mot à mot de cette partie de ma conférence à l'adresse, non pas de l'Épiscopat, mais de l'"Événement" de Québec :

"L'Événement" m'a injurié, de même que "La Presse". Il ne m'attaque pas comme juge, non pas même à cause de mon sympathie pour "Le Moniteur", mais c'est l'Événement de mon discours qui lui déplait. Il prétend même que j'ai ridiculisé l'abbé Ridgeland, l'abbé May et Minto et aussi couru."

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Monsieur le Directeur,

Avez-
vous
S'ongé

Qu'en matière d'annonce ce n'est pas tant la quantité que la qualité des lecteurs qui fait le succès :: :: ::

Le Canada

est lu par la classe aisée de la population, celle qui apprécie et qui achète la bonne marchandise :: :: ::

Annonces dans LE CANADA et vous aurez toujours de bons résultats :: :: ::

D. MONET.

Exposition de
Valleyfield

VALLEYFIELD, QUE.

Du 17 au 23 Septembre incl.

ALLER ET RETOUR \$1.05

Billets à vendre du 17 au 21

Septembre inclusivement. Limite de retour 24 Septembre

Les billets ne comprennent pas l'admission sur les terrains.

Courses de Chevaux, Exposition Agricole, de Bétail sur pied, etc.

Pour billets et autres renseignements s'adresser à la gare Windsor, ou au bureau des billets de la ville, 220 rue St-Jacques. Tél. Main 1038-1039. 137-1-C-de-fer.

JACK JOHNSON EST VEUF

Son épouse s'est suicidée hier. Elle était l'ancienne épouse d'un riche turman.

Chicago, 12. — La femme blanche du champion Jack Johnson, s'est suicidée aujourd'hui en se tirant une balle dans la tête. Avant de commettre cet acte Madame Johnson s'agenouilla avec ses deux servantes, et leur demanda de prier Dieu avec elle, pour la consolation d'une épouse affligée. Après les avoir congédiées elle se tira une balle dans la tête. Transportée à l'hôpital, elle mourut au bout de trois heures, après avoir reçu les sacrements de l'Église. Elle avait mentionné à plusieurs reprises son regret d'avoir marié Johnson qui lui avait fait perdre tous ses amis. Elle était l'épouse divorcée de M. Duryea, un turman très riche, de New-York.

RIEN N'EST REGLE

Les joueurs du club de football Ottawa veulent que "leurs hommes" remplacent des directeurs élus.

Ottawa, 12. — Rien n'est encore réglé au sujet de la protestation de certains joueurs contre les directeurs de l'équipe de rugby Ottawa. Les joueurs veulent que MM. McNeil, Clancy et Church fassent partie du comité, ce à quoi les directeurs élus s'opposent.

On dit que plusieurs amateurs d'Ottawa ont offert \$2000 à Fred Chittick pour défrayer les premières dépenses d'organisation de l'équipe qui entrera dans l'O.R.F.U.

AUX COURSES DE DUFFERIN PARK

Toronto, 12. — Voici la liste des inscrites dans les courses de vendredi à Dufferin Park :

Première course, 5 furlongs : Expatriate, 103 ; Bory, 105 ; Stalmore, 105 ; Watch Me, 106 ; The African, 106 ; Spring Steel, 111 ; Doctor Walz, 111 ; H. S. Sabath, 111.

Deuxième course, 5 furlongs : Philopha, 82 ; Henous, 102 ; Jim Milton, 110 ; John Robert, 110 ; Fort Worth, 112 ; Water Welles, 115 ; Jim Mallady, 115.

Troisième course, 5 furlongs : Longus, 102 ; Mother, 107 ; Belle Mawr, 107 ; Tom Thompson, 110 ; Chess, 112 ; Donovan, 112 ; Punt, 112 ; Milpitas, 115.

Quatrième course, 5 furlongs : Stanley H., 96 ; Martha Allen, 96 ; Protegoras, 99 ; Ethel Berry, 101 ;

ENCORE UNE PEU.

Riley Hern est de retour à Montréal de la suite hier. Il a nié avoir eu l'intention de former une ligue de hockey rival de la N. H. A.

AUX COURSES D'OTTAWA

Captain Larabie s'est encore distingué hier après-midi dans les 2.35 de trot.

Ottawa, 12. — Les courses disputées cet après-midi à l'Exposition ont été fort intéressantes.

Captain Larabie a remporté sa deuxième victoire de la semaine dans les 2.35 de trot.

Voici les résultats des épreuves :

Classe 2.35, trot et amble :

Captain Larabie, (Putnam Brothers, Ottawa), 1 1 1

Little Alfred, (Lansdowne Stables, Ottawa), 3 2 2

Gypsy Wilkes, (O. Quimp, Aylmer), 2 4 3

Bella Hart, (V. Mather, Tilbury), 4 3 5

Sam Hill, (D. Driscoll, Brimsford, Ont.), 5 5 4

Temps, 2.21 1-4 ; 2.24 3-4 ; 2.23.

Course de six furlongs :—1. Van Bee, 127 ; Sutherland, (N. R. Sutherland, Grimsby), 2 ; Tibertus, 124 ; Shea, (J. Taylor, Ottawa), 3 ; Chatter Clatter, 124 ; Blacklock, (R. Abner, Ridgeland, Ont.), 1.19.

Abner, Ridgeland, Ont. May et Minto ont aussi couru.

CHANGEMENT D'HORAIRE

R & O Nav. Co.

Ligne QUEBEC-SAGUENAY—Les vapeurs partent de Québec le mardi, le mercredi, le vendredi et le samedi, à 8 a.m.

LIGNE MONTREAL-QUEBEC—Tous les jours, de Montréal, à 7 p.m.

LIGNE MONTREAL-ROCHESTER-TORONTO—Tous les jours, excepté le dimanche, à midi et demi.

LIGNE MONTREAL-HAMILTON—Vapeurs Dundurn et Belleville, le mardi soir et le vendredi soir.

BUREAU DES BILLETS, NOUVEL EDIFICE RICHELIEU, 9-11 Place Victoria.

LE PACIFIQUE CANADIEN

CHANGEMENT D'HORAIRE

Horaire fourni sur demande

PORTLAND

Maintenant en opération

Quitte gare Windsor à 9.00 a.m.

Quitte gare Windsor à 8.00 p.m.

Tous les jours excepté le dimanche.

A tous les jours excepté le samedi.

SPECIAL POUR MALLE ALLAN

Un train spécial quittera la gare de la rue Windsor à 9.45 a.m., vendredi, le 13 septembre, faisant raccourciement avec le R. M. S. Victorien.

EXCURSIONS POUR L'OUEST

DE MONTREAL ET RETOUR

Bay City, 17.00

Cleveland via Buffalo et en bateau, 14.15

Cleveland via Detroit et en bateau, 18.00

Detroit, 15.00

Grand Rapids, 18.95

Saginaw, 17.15

St-Paul, 34.00

St-Paul via les Lacs, 38.00

Départ 13 et 14 septembre.

Retour jusqu'au 30 septembre 1912.

BLUE BONNETS

JUSQU'AU 14 SEPTEMBRE

SERVICE SPECIAL

Départ de la gare Windsor à 1.33 p.m. et 1.50 p.m.

Retour après la dernière course.

Billet simple, 15c ; aller et retour, 25c

EXPOSITION D'OTTAWA

Jusqu'au 16 septembre, \$8.35

13 septembre, 2.50

Limite de retour 17 septembre, 1912.

BILLETS REDUITS, Aller et Retour

Pour la Côte du Pacifique

MAINTENANT EN VENTE

EXCURSIONS DE COLONS

MANITOBA, SASKATCHEWAN ET ALBERTA

17 septembre, 1912.

Billets bons pour 60 jours.

Wagon-lit de touristes à 10.10 a.m. et 10.30 p.m., tous les jours.

BUREAU DES BILLETS

141-143 rue St-Jacques. Téléphone

Main 8125, ou aux gares Viger ou de la gare Windsor

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM

QUATRE TRAINS EXPRESS PAR JOUR

MONTREAL, TORONTO ET L'EST

9 a.m., 9.30 a.m., 7.30 p.m., 10.30 p.m.

Wagon-lit, 12.00 ; 2.50

Wagon-lit de touristes à 10.10 a.m. et 10.30 p.m., tous les jours.

Wagon-lit éclairé à l'électricité aux trains de nuit.

EXPOSITION D'OTTAWA

ALLER ET RETOUR DE MONTREAL

Casselman, Ont., 16 au 17 sept. \$2.50

Granby, Qué., jusqu'au 13 sept. 1.70

Hemmingford, Qué., 17 sept. 1.10

Huntingdon, Qué., jusqu'au 13 sept. 1.40

Lancaster, Ont., 18 au 19 sept. 1.60

Maxville, Ont., jusqu'au 13 sept. 2.10

Plattsburgh, N.Y., jusqu'au 13 sept. 2.35

St-Bruno, Qué., 19 sept. 2.45

St-Jean, Qué., 17 sept. 2.90

Hemmingford, Qué., 17 sept. 1.10

Vanclief Hill, Ont., 19 au 21 sept. 1.70

Waterloo, Qué., 17 au 18 sept. 2.10

Départ par trains p.m., la veille de l'exposition, aussi tous les trains chaque date des expositions ; limite de retour le jour même ou le lendemain de la clôture de l'exposition, sauf quand telle clôture a lieu le samedi ; la limite de retour sera alors le lundi suivant.

EXCURSIONS POUR L'OUEST

Aller et retour de MONTREAL A

IMMEUBLES et OCCASIONS D'AFFAIRES

mois ; si il vient à prendre
de sucre candi, on peut le faire
leur clientèle canadienne-française

UNE GRANDE MANIFESTATION LIBERALE

Demain, samedi, aura lieu la grande assemblée régionale du comté de Soulanges.

St-Clet

Avant de partir pour aller porter la parole dans Ontario, le vénérable chef du parti libéral a voulu rencontrer ses propres électeurs du comté de Soulanges ainsi que tous les amis de la bonne cause dans la région. Il sera accompagné de l'hon. Rodolphe Lemieux et des députés fédéraux et provinciaux des environs.

Un train partira de Montréal, samedi, à midi et demi, et arrêtera à toutes les stations intermédiaires comme suit :

TRAIN DE MONTREAL

Gare Windsor, départ à...	12.30 P.M.
Westmount.....	12.35 "
Montréal Junction.....	12.40 "
Dorval.....	12.48 "
Strathmore.....	12.52 "
Valois.....	12.54 "
Lakeside.....	12.57 "
Cedar Park.....	1.00 "
Pointe Claire.....	1.02 "
Beaconsfield.....	1.05 "
Beauport.....	1.10 "
Bellefleur.....	1.14 "
St-Anne.....	1.18 "
Vaudreuil.....	1.25 "
St-Lazare.....	1.34 "
Arrivant à St-Clet à.....	1.45 "

Un autre train spécial partira de Rigaud à une heure et arrêtera également à toutes les stations intermédiaires comme suit :

Rigaud.....	1.00 heure
Boyerbourg.....	1.10 "
Hudson Heights.....	1.17 "
Hudson.....	1.20 "
Gaumont.....	1.25 "
Ile Cadieux.....	1.31 "
Vaudreuil.....	1.40 "

Ces trains partiront de St-Clet, au retour, vers 6.30 hrs.

Libéraux de Montréal et de toute la région, rendez-vous en foule à St-Clet, samedi prochain, pour acclamer

SIR WILFRID LAURIER

Pour former des éducateurs

M. LE CHANOINE O'MEARA, M. McLAUGHLIN ET M. DAN GALLERY SE METTENT A LA TETE D'UN MOUVEMENT POUR FONDRE UNE ECOLE NORMALE ET UN NOVICIAT POUR LES FRERES DE LA PRESENTATION.

Il y a maintenant deux ans que les premiers membres de l'Ordre des Frères de la Présentation sont arrivés en Irlande pour se fixer en notre ville. Deux années de travail et leurs résultats ont suffi pour convaincre le public de Montréal que leur venue a été un grand bien et qu'on ne saurait jamais encourager assez ceux qui ont été assez heureux pour amener au Canada ces excellents éducateurs.

Les représentants de langue anglaise à la Commission des Ecoles se trouvent dans une situation tout à fait particulière. Le besoin d'instituteurs tant laïques que religieux se faisait sentir de plus en plus et les vocations ne pouvaient aucunement répondre à la demande toujours plus impérieuse.

Impuissants à résoudre ce problème, M. le chanoine O'Meara, M. M. D. J. Gallery et McLaughlin, alors tous membres de la Commission Scolaire, surent l'inspiration de s'adresser à l'ancien monde pour trouver ce qu'ils ne pouvaient avoir ici.

De là, la venue à Montréal des Révérends Frères de la Présentation. Ce fut un travail très ardu pour décider cet ordre, dont la réputation n'est plus à faire, à venir s'établir à Montréal, car tous les pays de langue anglaise font de pressantes demandes à la maison-mère. Tous ceux qui ont eu le bonheur de rencontrer le Révérend Frère Directeur de l'école St-Gabriel, le Révérend Frère Principal du "High School" catholique ou le Révérend Frère Cassien, directeur de l'Académie St-Patrice, Sherbrooke, Qué., seront convaincus d'avoir eu contact avec des éducateurs nés, vécus et intelligents et qui se sont rendus maîtres de tous les détails de l'éducation des garçons et en ont fait le véritable but de leur vie.

Ils sont venus pour y demeurer et ont pris une place enviable parmi les éducateurs de notre pays. Nous les avons accueillis et il nous faut faire plus. Nous devons leur donner un pied à terre en leur fournissant des jeunes gens qui deviendront pour eux des aides puissants. Il est évident que l'Irlande, malgré toute sa bonne volonté, ne peut continuer indéfiniment à fournir des sujets aux autres pays. De là, le besoin urgent de fonder un noviciat local, où nos garçons pourront être formés suivant les traditions magnifiques de l'Ordre, à être des éducateurs distingués.

Ceci doit d'abord être une école normale, munie de tout le perfectionnement moderne, où les jeunes postulants pourront recevoir le meilleur enseignement pédagogique, scientifique et se livrer à l'étude des matières nécessaires à leur vocation.

Le cours d'études, donné dans le noviciat, comprend toutes les matières requises pour les écoles primaires, les maisons d'enseignement secondaire et les écoles techniques. En Irlande, les Frères, à la sortie de l'école normale obtiennent un diplôme d'enseignement pour l'école primaire

L'EAU DANS GUYBOURG

UNE NOUVELLE DELEGATION VIENT DEMANDER AUX COMMISSAIRES DE REMEDIER AU PRESENT ETAT DE CHOSES.

Les habitants de Guybourg se plaignent toujours de ne pas avoir d'eau. Ils se sont encore présentés chez les commissaires, hier, accompagnés de M. J. C. Lamothe, leur avocat. M. Chapleau, directeur-gérant de la Compagnie Foncière Suburbaine, laquelle est propriétaire de l'aqueduc, était aussi présent.

M. Lamothe a déclaré qu'après avoir étudié le privilège donné à la compagnie par la municipalité de la Longue-Pointe, il en est arrivé à la conclusion qu'il ne vaut rien. L'échevin Larivière croit qu'on pourrait adopter un moyen terme : que la compagnie permette à la ville de fournir l'eau au compteur aux citoyens de Guybourg et ceux-ci ne s'opposeraient pas à ce que la ville vende de l'eau à la compagnie.

M. Chapleau dit que la compagnie a obtenu le privilège de vendre de l'eau dans sa propriété privée et qu'elle prétend que ce privilège est régulier. Il ne reconnaît pas à la ville le droit d'intervenir.

L'échevin L. A. Lapointe demande pourquoi la compagnie s'oppose à ce que la ville vende de l'eau à Guybourg quand elle reconnaît qu'elle n'est pas obligée d'en vendre et que les habitants ne sont pas obligés d'en acheter. La compagnie n'a pas construit son aqueduc dans un but d'utilité publique, mais pour faire vendre ses terrains.

Plusieurs membres de la délégation ont aussi pris la parole, puis les commissaires ont promis de mettre la question de la validité du privilège à l'étude.

LES AGENTS D'IMMEUBLES

LE NOMBRE DE CEUX QUI PAIENT LICENCE EST DE 550 — DES INSPECTEURS RECHERCHENT CEUX QUI NE SONT PAS EN REGLE AVEC LE FISC.

Il est fort probable que le nombre des agents d'immeubles ou plutôt le nombre de personnes occupant de vente d'immeubles et payant une licence à la ville, va s'augmenter considérablement, cette année.

Durant le cours de l'année 1911 jusqu'au 1er mai 1912, 508 licences ont été prises à l'Hôtel de Ville pour ce genre de commerce. Du 1er mai au 1er septembre, c'est-à-dire pendant quatre mois, le nombre est déjà supérieur. Actuellement, il y a à Montréal 550 agents d'immeubles qui sont en règle avec le fisc.

Le département des licences a chargé deux de ses inspecteurs de rechercher tout spécialement les agents d'immeubles qui ne payent pas de licence. Ce travail a déjà donné et donnera encore de bons résultats, et le trésor de la ville n'en souffrira pas, loin de là.

Le successeur de M. Carpenter

DE GRANDS CHANGEMENTS SONT PREVUS DANS LES CADRES DE L'ETAT MAJOR DE LA POLICE — QUI REMPLACERA M. CARPENTER ? LA CREATION DE DEUX NOUVEAUX INSPECTEURS S'IMPOSE.

Nous apprenons de source autorisée que des changements sérieux seront faits très prochainement dans les cadres de l'état-major de la police. Le successeur de M. Carpenter, démissionnaire, sera connu sous peu.

Les cercles policiers font journellement les commentaires les plus risqués sur la prochaine promotion.

On nous fait remarquer que le temps est venu de mettre sur de nouvelles bases l'autorité dans le département de la police, en faisant disparaître dès maintenant cette anomalie qui faisait décerner le même titre à deux hommes; celui de chef à M. Campeau et celui de chef aussi à M. Carpenter. Cette anomalie doit cesser par le seul fait du départ de M. Carpenter.

Cependant, il faut tout de même un supérieur direct aux agents formant la brigade de la Sûreté, tout comme il y a un supérieur direct pour les agents formant la brigade des mœurs. Quel titre devra-t-on donner au nouveau supérieur des agents de la brigade de la Sûreté. Cette catégorie spéciale d'agents, ou de détectives, se recrute parmi les agents de police.

Le corps d'agents de police est divisé en 28 districts, qui sont divisés en deux secteurs, aujourd'hui trop considérables : l'Ouest, sous l'autorité immédiate de l'inspecteur MacMahon; l'Est, sous l'autorité immédiate de l'inspecteur Grandchamps, qui tous deux relèvent directement du surintendant de la police, M. Campeau.

La brigade des mœurs, sous l'autorité de l'inspecteur O'Keefe, brigade également recrutée parmi les agents de police, et relève du surintendant aussi. Reste la brigade des agents de la Sûreté, plus connue sous le nom de "Bureau des Détectives". Ici, il semble que la même main n'a pas donné les mêmes attributions aux supérieurs de ce "bureau des détectives". En effet, on trouve un supérieur qui porte le titre de CHEF, qu'assiste un sous-chef.

Cependant tous les agents de cette brigade, sont d'abord des agents de police, qui, soit par aptitudes spéciales, ou à la suite d'une action méritoire, ont été autorisés par le surintendant de la police à faire partie de cette brigade de la Sûreté, et restent toujours sous la dépendance de ce surintendant.

Tout comme dans la brigade des mœurs, tout comme dans la police, aucune promotion ou destitution ne peut se faire sans l'intervention du surintendant de la police.

On se demande alors pourquoi, les supérieurs des agents de cette brigade, portent un titre différent de ceux portés par les supérieurs des autres groupes.

C'est cette anomalie qui a trop longtemps existé, et qui doit disparaître; l'occasion est propice, sans

causer aucun froissement parmi les corps d'officiers supérieurs aptes à prendre la succession du Chef Carpenter.

D'ailleurs, Montréal a acquis depuis quelques années, un développement qui le met dans l'obligation de remanier les cadres de sa police; de les augmenter, pour ce faire, vu le nombre toujours croissant de l'effectif des agents de police, par rapport à la population, l'établissement de deux autres secteurs au moins, s'impose.

Ces deux nouveaux secteurs porteraient les noms de centre et nord, ayant comme les secteurs Est et Ouest, un inspecteur à leur tête. La brigade d'agents de la Sûreté recevrait également un supérieur qui porterait le nom d'inspecteur et qui relèverait directement du surintendant de la Police.

De la sorte, tous les services seraient concentrés entre les mains du même chef; agents de police, agents de la brigade de la Sûreté, agents de la brigade des mœurs, tous par l'intermédiaire de leurs supérieurs, les inspecteurs, ne relèveraient donc que d'une seule autorité, celle du surintendant. On voit d'ici le grand avantage de cette réorganisation.

Elle devrait se produire sans retard : l'occasion est propice pour le faire.

Cette réorganisation des cadres de l'état-major de la police, ne comporte pas une grande dépense. La somme laissée à la disposition du trésor, par la vacance créée par la démission de M. Carpenter, représente à elle seule presque le salaire actuel de deux inspecteurs : (il y manque \$600, croyons-nous.)

Donc la création de deux nouveaux grades d'inspecteur n'affecterait pas beaucoup les finances de la ville.

Une deuxième raison qui devrait solliciter en faveur de ce remanement des cadres, c'est la prochaine installation des quartiers généraux de la police dans son nouvel hôtel de la rue Gosford ; il serait à désirer que tous les changements à effectuer dans le cadre des officiers du corps de police soient faits avant que les aménagements aux quartiers généraux nouveaux soient effectués, afin de donner à chaque officier de l'état-major les bureaux que demande l'important service à la tête duquel il se trouve.

Nous soumettons ces quelques remarques aux contrôleurs et aux échelons : ceux-ci ont laissé toute latitude au surintendant de la police pour faire le choix du successeur de M. Carpenter, ce qui est parfaitement logique, d'ailleurs, mais par la même occasion, nous demandons au chef de police de réclamer la création de deux nouveaux inspecteurs : nous savons que ce besoin se fait sentir, et que tôt ou tard cela devra se faire.

LE TUNNEL DE L'AV. DU PARC

LA VILLE AURAIT L'INTENTION D'EN APPELER DE LA DECISION DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Les commissaires ont demandé aux avocats de la cité si la ville peut en appeler au gouverneur en conseil ou à autre autorité de la décision de la Commission des Chemins de fer ordonnant à la Ville de construire le tunnel de l'avenue du Parc.

Un appel est déjà devant le gouverneur en conseil qui déterminera à qui doivent définitivement incomber les dépenses de la construction de ce tunnel. La Commission des Chemins de fer avait décidé que la ville devait en payer le coût total.

LES DELEGUES DE LA VILLE

LE COMMISSAIRE AINEY ET LES ECHEVINS L. A. LA-POINTE ET WARD ASSISTERONT A LA CONVENTION DES VILLES AMERICAINES.

M. le commissaire Ainey a été désigné, hier, pour représenter, avec les échevins L. A. Lapointe et Ward, la Ville de Montréal à la convention des Municipalités américaines, qui doit avoir lieu à Buffalo, les 16, 17 et 18 septembre.

EMPLOYEZ LA POUDRE A BALAYER

Anti-Dust

La seule DESINFECTANTE, GERMI-CIDE ET INSECTICIDE. Vendue partout en canistres de 15 et 35c. THE SAPHO MANUFACTURING COMPANY LTD., 586 Avenue Henri-Julien. Ancienne rue Saint-Jacques. Tél. Est 2179.

Le Congrès des Métiers et du Travail

LA PROCHAINE CONVENTION ANNUELLE DU CONSEIL SERA TENUE A MONTREAL, L'ANNEE PROCHAINE

M. Joseph Ainey, l'un des chefs les plus dévoués à la cause ouvrière, qu'il défend avec talent et énergie au bureau des commissaires, nous informe que les délégués au congrès du Conseil des Métiers et du Travail qui sont en session depuis lundi, à

Guelph, Ont., ont résolu de tenir à Montréal leur prochaine convention annuelle.

Cette nouvelle sera reçue avec plaisir, nous n'en doutons pas, par les milliers de membres affiliés à l'association.

LES ECOLES SEPARÉES

SIR JAMES WHITNEY REFUSE DE SE LAISSER INTERVIEWER A PROPOS DE L'ACTION DES CITOYENS D'OTTAWA.

Toronto, 12.—Sir James W. Whitney, premier ministre d'Ontario n'a pas voulu se laisser interviewer, ce matin, au sujet de l'attitude prise par la Commission des Ecoles Séparées d'Ottawa.

Il a déclaré avoir trop de travail à faire pour répondre aux journalistes. La protestation des citoyens d'Ottawa contre les nouveaux règlements des écoles bilingues arrive à la maison heureuse vu que le ministre de l'Instruction est en voyage dans le nord Ontario, où il étudie les besoins des populations de ce district en rapport avec l'Instruction.

L'EXPOSITION DE PANAMA

DIX-HUIT NATIONS ONT ACCEPTE L'INVITATION DES ETATS-UNIS — L'ANGLETERRE ACCEPTE A CERTAINES CONDITIONS.

Washington, 12. — Le département du secrétaire d'Etat a annoncé aujourd'hui que jusqu'à présent, 18 nations ont accepté l'invitation d'assister à l'exposition de Panama, qui aura lieu à San Francisco en 1915. Ce sont : la Bolivie, le Canada, Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, la France, l'Angleterre, Haïti, le Guatemala, le Honduras, le Japon, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, le Salvador et l'Uruguay. L'Angleterre a accepté à certaines conditions, lesquelles ne sont pas connues.

TOUJOURS LES SUFFRAGETTES

ELLES NE GAGNERONT RIEN PAR LEURS METHODES INDIGNES DE LA CIVILISATION, DIT WINSTON CHURCHILL.

Dundee, Ecosse, 12. — Les suffragettes ont fait de leur mieux pour empêcher l'assemblée tenue par Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, d'avoir lieu. Après que plusieurs personnes eurent été expulsées de la salle, M. Churchill dit que les suffragettes ne gagneraient rien par ces méthodes indignes de la civilisation.

AUTOUR D'UN TESTAMENT

UN PROCES EN PERSPECTIVE A PROPOS DU TESTAMENT DE JOHN S. LYLE.

New York, 12. — La fortune de feu John S. Lyle, marchand, que l'on dit se monter à \$20,000,000, a donné lieu à une vive contestation, aujourd'hui. Les parents ont enregistré une requête protestant contre l'approbation du testament par lequel le nonagénaire a laissé la plus grande partie de sa fortune à sa femme, une ancienne infirmière, de soixante ans plus jeune que lui.

Mme Lyle, (Julia Gertrude Harmon), vient des Provinces Maritimes. Elle était infirmière à l'hôpital presbytérien et entra à l'emploi de M. Lyle lorsque sa première femme mourut.

On prétend que le testament a été inspiré par une influence induue de la part de l'ancienne infirmière. Les avocats des requérants déclarent qu'ils n'ont pu trouver les certificats du mariage de Lyle à Mlle Harmon, en 1910.

M. Chauncey G. Parker, avocat de la succession Lyle, a déclaré, ce soir, que les registres de l'église de l'Immaculée Conception, à Yonkers, indiquent que le mariage a été célébré en cette ville le 20 septembre 1910.

LE SUICIDE DE Mme JOHNSON

LE CHAMPION PUGILISTE DIT QUE C'EST D'AVOIR VOULU LE GUERIR LUI-MEME DE LA MANIE DU SUICIDE QUE SA FEMME EN EST VENUE A CETTE EXTREMITE.

Chicago, 12.— Mme Elta Dures Johnson, la femme de Jack Johnson, le champion pugiliste, s'est suicidée après avoir ruiné sa santé à soigner son mari, qui depuis sa bataille avec Jeffries était sujet à des prostrations nerveuses et rêva constamment de suicide pendant une année suivant cette bataille. Voici ce qu'il a déclaré aujourd'hui Jack Johnson à l'enquête.

Le champion dit que seuls sa femme et lui surent jamais les souffrances qu'il endura après son combat avec Jeffries; il ajoute qu'il s'en ressentait encore. C'est en pleurant qu'il raconte comment sa femme l'empêcha maintes et maintes fois de se suicider.

DECES

WILSON-SMITH. — Jeudi, le 12 du courant, à sa résidence, à Ste-Agathe, est décédé Richard Wilson-Smith. Avis des funérailles plus tard. 137-1-4-D

LES DENTISTES
GENDREAU & GENDREAU
117 St-Denis, Coin Dorchester
Tél. Bell Est 2916
Dr J.G.A. GENDREAU | Dr CONRAD GENDREAU

DR JOSEPH ROY
CHIRURGIEN-DENTISTE
St-Louis 4847, 1864 Bld. St-Laurent
Coin Laurier

VOIES URINAIRES
MALADIES DE LA PEAU
MALADIES VENERIENNES
Dr G. ARCHAMBAULT
Heures de 8-10 a.m. TEL. EST 3953
Bureau 1-3 p.m. 377 St-Denis
Bureau 7-9 p.m. 135-A-D

ARGENT A PRETER
Argent à prêter sur titre, 25ms et sans hypothèque et Achats des Balances de prix de vente. S'adresser à A. JETT-TE & CIE, Edifice du Crédit-Foncier, 55 rue St-Jacques.
Chambre 10, Montréal. Tél. Main 7097. 302-A-D

THE ARBOUR HOTEL COMPANY
LIMITED
JOHNNY BERTRAND, Gérant
Liqueurs et Cigares de 1er choix, 185 et 187 Boulevard St-Laurent. Tél. Bell Est, 4810, Montréal. 302-A-D

Grande Institution
demande SECRETAIRE. La connaissance de la STENO-DACTYLOGRAPHIE et de L'ANGLAIS est nécessaire. Adresser les demandes L.S. C. au bureau du journal. 136-A-D

AGENT D'ANNONCES

Solliciteur et rédacteur d'annonces demandé. S'adresser au département des annonces, "Le Canada" de 8-12 à 10 hrs. le matin. 135-A-D

A NOS ABONNES ET DEPOSITAIRES

Afin d'assurer un service régulier dans la livraison du journal, nous prions nos dépositaires et abonnés de nous avertir lorsqu'ils ne recevront pas le journal avant 6.30 pour nos dépositaires et 7 hrs pour nos abonnés.